Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Le-combat-des-Aborigenes-contre

29 janvier 2013

Le combat des Aborigènes contre les mines d'uranium

L'économie de l'Australie est principalement basée sur l'exploitation de toutes sortes de mines : or, cadmium, cobalt, plomb et certains métaux rares ainsi que charbon, fer, et bien sûr uranium. Mais celles-ci sont majoritairement situées sur des territoires aborigènes. L'Australie est le pays disposant des plus importantes réserves d'uranium connues.

Le continent australien est habité depuis des milliers d'années par deux peuples : les Aborigènes et les Torres. À partir de 1788, la couronne britannique décide de coloniser cette grande île et y envoie principalement ses repris de justice, allant des simples voleurs d'un quignon de pain aux criminels les plus dangereux.

Un peuple de couleur différente est déjà sur place avec des pratiques et des rites qui ne sont pas celles des colons… On colonise, on esclavagise à tour de bras, on extermine. Les Aborigènes sont considérés comme des animaux et le resteront jusqu'en 1966 selon le droit australien. Destruction pure, simple et programmée d'une culture qu'on ne prend même pas la peine de connaître. Les effets seront terribles et sont encore aujourd'hui, en 2011, extrêmement destructeurs. Il existe toujours aujourd'hui des camps plus ou moins officiels où l'on sépare systématiquement les mères de leurs enfants pour que langage et culture ne se transmettent pas.

Le peuple aborigène ne connaissait ni la violence, ni le combat, ni même l'agressivité, encore moins alcool et drogues. On peut imaginer avec quelle facilité les colons feront signer des baux totalement défavorables aux Aborigènes saouls ou drogués.

La notion de propriété individuelle n'existe pas dans la culture aborigène, par contre leur sens de la responsabilité en terme de territoire est très supérieur au nôtre. Un exemple : au début de la marche de juillet 2011 contre le nucléaire, le long de la Loire, les organisateurs ont eu la surprise de recevoir un e-mail d'Australie émanant des communautés aborigènes : elles leur présentaient leurs excuses pour l'uranium qui part de leur pays à destination de la France. "Nous ne voulons pas ça". Or l'extraction de l'uranium est le fait exclusif de compagnies occidentales, non des Aborigènes.

On imagine bien les problèmes aujourd'hui, alors que les Aborigènes ont enfin le droit de vote, qui peuvent se poser aux Australiens. Une grande réconciliation nationale a été initiée en 1991, avec en point d'orgue les excuses publiques du premier Ministre en 2001, mais elle est restée une belle intention. Comment en effet alors que tout le pays ne fonctionne que par l'exploitation des mines, régler le problème de la propriété du terrain où elles sont situées ? Une indemnisation réaliste mettrait l'Australie en faillite, car toutes les terres australiennes ont été un jour sous la responsabilité d'un clan aborigène. Une fois de plus, la solution des colons est d'attendre que les membres du clan décèdent jusqu'au dernier pour ne pas avoir à indemniser. Abject !

Une victoire, mais la lutte reste d'actualité

En 1978, des terres ancestrales dispersées dans le Kakadu Park, dans le territoire du Nord, ont été remises aux Aborigènes contre l'autorisation par le père d'Yvonne Margarula d'exploiter la mine d'uranium de Ranger, actuellement la plus grosse mine d'Australie. Depuis, le père d'Yvonne est décédé et Yvonne a créé Gundjeihmi, société qui utilise les royalties de Ranger pour lutter contre les mines d'uranium et faire connaître l'histoire des Mirrar, clan d'Yvonne.

Le Kakadu Park comporte trois terres potentiellement riches en uranium : Ranger, déjà en exploitation depuis 1978, Kongarraa et Jabiluka.

Kongarraa, contrairement aux deux autres n'est pas de la responsabilité d'Yvonne, mais de Jeffrey Lee, dernier de son clan ("mob" en australien) les Djok. Areva possède un document lui permettant de renouveler tous les cinq ans une demande d'exploitation que Jeffrey a toujours refusée. Étant le dernier de son clan, Jeffrey a décidé d'assurer l'avenir de la terre dont il est responsable. Il se bat depuis de longues années pour que cette terre soit réincorporée dans le Kakadu Park.

Avec l'aide d'Yvonne et de sa société, la victoire est en vue et le classement de Kongarraa en tant que patrimoine mondial de l'UNESCO est imminent. Contrairement aux souhaits d'Areva et consort, Jeffrey connaîtra de son vivant la paix sur sa terre pour aujourd'hui et pour demain et peut légitimement revendiquer le fait d'avoir bouté hors de chez lui le lobby minier. Pour autant, rien n'est fini. Car ce lobby aimerait bien faire entrer en exploitation Jabiluka qui promet un gisement beaucoup plus important que Ranger. Cette partie du parc était protégée par une règle du jeu gouvernementale qui établissait "pas plus de trois mines dans le territoire du Nord". Mais coup de théâtre en 1987, le gouvernement modifie la règle du jeu et ne limite plus la quantité de mines possibles. La ficelle est énorme, mais nous avons l'habitude avec les nucléocrates.

En 1998, les dossiers sont bouclés, et les engins sont prêts à creuser, et ils commencent effectivement à creuser lorsqu'un camp de militants se met en place pour bloquer le chantier. 50 000 personnes se déplaceront pour tenir le camp jusqu'à la saison des pluies qui marquera la fin du camp, mais aussi l'impossibilité pour la société de continuer les travaux. Dépitée, la société revend l'ensemble à Rio Tinto. Les négociations reprennent et Yvonne arrache un accord avec Rio Tinto : pas de trou sur sa génération. Rio Tinto bouche le trou creusé précédemment. Fin du premier acte.

Ranger pourrait fermer en 2016. Mais Rio Tinto ne baisse pas les bras. Comme Yvonne a la vie dure, leur idée est de prolonger Ranger autant que possible afin qu'il y ait toujours de l'extraction minière dans le paysage en attendant le décès d'Yvonne. Vous avez dit abject ?

L'ensemble des associations environnementales se mobilise actuellement pour exiger la fermeture de Ranger à la date prévue tout en empêchant l'ouverture de Jabiluka. Ils ont besoin de notre soutien.

Dernière minute : au mois d'octobre, le gouvernement a validé l'extension de la mine Olympic Dam, la plus grande d'Australie, et le principal consommateur d'eau du pays. Ce projet consiste à étendre la mine souterraine, actuellement exploitée par BHP Billiton, en créant une mine à ciel ouvert où seront extraits le cuivre et l'uranium.

Enfouissement de déchets : un projet sournois

Il existe un seul réacteur nucléaire en Australie, un réacteur expérimental implanté à Sydney. Depuis 2006, un projet de centre d'enfouissement de déchets nucléaires existe à Muckati. Mais comme d'habitude, tout est secret et les informations filtrent au compte goutte. Il n'y a bien évidemment eu aucune concertation avec les populations et le caractère sacré de ces territoires pour les aborigènes n'est même pas évoqué.

Ce qu'on sait aujourd'hui, c'est que comme les ressources en uranium risquent de se tarir très vite, le lobby des miniers verrait d'un bon œil l'ouverture d'un centre d'enfouissement gigantesque en faible profondeur capable d'accueillir une très grande partie des déchets nucléaires mondiaux, voire la totalité. L'argument est que les quelques déchets nucléaires australiens actuellement stockés à La Hague devraient retourner en Australie avant fin 2015. Ce qui leur permet d'accélérer la mise en place de ce projet. Hors cet argument serait fallacieux car à l'origine, le combustible était argentin, donc les déchets devraient retourner… en Argentine. Affaire à suivre, mais là aussi, notre soutien peut s'avérer très précieux sur ce combat.

François Mativet
Administrateur suppléant du Réseau "Sortir du nucléaire"